

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, 23 octobre 1915.

N^o 87.

Samstag, 23. Oktober 1915.

Arrêté grand-ducal du 21 octobre 1915, autorisant le Gouvernement à procéder à la frappe d'une monnaie de billon en zinc.

Nous MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Notre Conseil d'État entendu;

Sur le rapport de Notre Directeur général des finances et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Pour les besoins du moment il sera procédé à une frappe d'une monnaie de billon en zinc, dont le montant ne dépassera pas 200.000 francs.

Les nouvelles pièces seront de cinq et de dix centimes.

Art. 2. Notre Directeur général des finances est autorisé à régler les autres conditions concernant cette émission.

Art. 3. Les dispositions de l'art. 3 de la loi du 29 décembre 1900, concernant la frappe d'une monnaie de nickel, seront également applicables à la présente émission.

Art. 4. Les nouvelles pièces seront retirées de la circulation aussitôt que les causes qui en ont provoqué la frappe auront cessé.

Großh. Beschluß vom 21. Oktober 1915, wodurch die Regierung zur Prägung einer Scheidemünze aus Zink ermächtigt wird.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates;

Auf den Bericht Unseres General-Direktors der Finanzen und nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Für den gegenwärtigen Bedarf wird eine Prägung von Scheidemünzen aus Zink, bis zum Betrage von 200.000 Fr. vorgenommen.

Die neue Münze besteht aus Stücken zu 5 und 10 Centimen.

Art. 2. Unser General-Direktor der Finanzen ist ermächtigt, die weiteren Bedingungen in betreff dieser Ausgabe zu regeln.

Art. 3. Die Bestimmungen des Art. 3 des Gesetzes vom 29. Dezember 1900, die Prägung einer Nickelmünze betreffend, sind ebenfalls auf die gegenwärtige Ausgabe anwendbar.

Art. 4. Die neuen Stücke werden dem Verkehr entzogen, sobald die Ursachen, die ihre Prägung veranlaßt haben, aufgehört haben werden.

Dans ce cas il sera accordé un terme de trois mois au moins pour l'échange de ces pièces dans les caisses de l'État.

Art. 5. Notre Directeur général des finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Luxembourg, le 24 octobre 1915.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les Membres du Gouvernement.
MONGENAST. THORN. LECLÈRE.

Arrêté grand-ducal du 23 octobre 1915, prescrivant un relèvement des approvisionnements de pommes de terre.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays pendant la guerre;

Attendu qu'il importe de constater les provisions indigènes de pommes de terre;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, portant organisation du Conseil d'État;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Quiconque, à la date du 28 octobre 1915, est propriétaire de provisions de pommes de terre, même non encore récoltées, est obligé de les déclarer au bourgmestre de sa commune, sans distinguer s'il les détient personnellement ou non.

La déclaration de provisions qui à cette date sont en voie de transport sera faite par le destinataire dès la réception.

Art. 2. Les chefs de ménage qui à la date

In diesem Falle wird eine Frist von wenigstens drei Monaten für die Auswechslung dieser Münzen an den Staatskassen gewährt.

Art. 5. Unser General-Direktor ist mit der Ausführung gegenwärtigen Beschlusses beauftragt.

Luxemburg, den 21. Oktober 1915.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,
Mongenast Thorn. Leclère.

Groß. Beschluß vom 23. Oktober 1915, betreffend eine Erhebung der Vorräte von Kartoffeln.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötige Befugnis erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

In Erwägung, daß es angezeigt ist, die Vorräte von Kartoffeln des Landes festzustellen;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Wer am 28. Oktober 1915 Vorräte von Kartoffeln, auch nicht abgeerntet, besitzt, ist verpflichtet, sie dem Bürgermeister seiner Gemeinde anzuzeigen, ohne Unterschied, ob er diese Vorräte persönlich in Gewahrsam hat oder nicht.

Die Anzeige über Vorräte, die sich zu dieser Zeit auf dem Transport befinden, ist unverzüglich nach dem Empfang von dem Empfänger zu erstatten.

Art. 2. Auch die Haushaltungsvorstände, die

prévisée ne possèdent pas de provisions de pommes de terre, sont aussi tenus à la déclaration.

Art. 3. Tous les chefs de ménage sont obligés à déclarer les personnes qui font durablement partie du ménage.

Art. 4. Les déclarations sont à présenter au bourgmestre jusqu'au 30 octobre 1915 inclusivement, de préférence par l'intermédiaire des recenseurs.

Pour les déclarations, il sera fait usage des formulaires arrêtés par le Gouvernement.

Les bourgmestres adresseront au Directeur général de l'intérieur, jusqu'au 4 novembre 1915 inclusivement, les résultats du relèvement, ensemble toutes les déclarations recueillies.

Le relevé des provisions dénombrées indiquera séparément les provisions qui sont la propriété de l'État, de la commune ou d'établissements d'utilité publique.

Art. 5. En vue du contrôle des déclarations, le Directeur général de l'intérieur ou ses délégués munis d'un pouvoir écrit, les commissaires de district et les bourgmestres, les commis des accises, les agents de la police générale et locale, les gardes champêtres et les agents de la police criminelle sont autorisés à visiter les locaux d'approvisionnement et d'exploitation, et tous endroits où ils présumeront l'existence de provisions de pommes de terre, ainsi qu'à vérifier les livres des personnes tenues à la déclaration.

Art. 6. Sera puni d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 fr. à 3000 fr., ou d'une de ces peines seulement, quiconque omettra de faire la déclaration dans le délai prescrit, fournira des indications fausses ou incomplètes ou refusera de signer sa déclaration.

Art. 7. Notre Conseil de Gouvernement et

an dem genannten Tage keine Vorräte von Kartoffeln besitzen, sind zur Anzeige verpflichtet.

Art. 3. Alle Haushaltungsvorstände sind verpflichtet, die Zahl der zum Haushalt dauernd gehörigen Personen anzuzeigen.

Art. 4. Die Anzeigen sind dem Bürgermeister bis zum 30. Oktober 1915 einschließlich, vorzugsweise durch Vermittlung der Zähler, einzureichen.

Für die Anzeigen sind die von der Regierung festgestellten Formulare zu benutzen.

Die Bürgermeister haben das Ergebnis der Erhebung nebst allen Anzeigen dem General-Direktor des Innern spätestens bis zum 4. November 1915 einschließlich einzureichen.

Zu der Nachweisung der ermittelten Vorräte sind diejenigen Vorräte gesondert anzugeben, die im Eigentum des Staates, der Gemeinde oder gemeinnütziger Anstalten stehen.

Art. 5. Der General-Direktor des Innern oder die mit einer schriftlichen Vollmacht versehenen Delegierten, die Distriktskommissare und die Bürgermeister, die Kommiss der Akzisenverwaltung, die Agenten der allgemeinen und Lokalpolizei, die Wapphüter, die Förster und die Agenten der Kriminalpolizei sind befugt, zwecks Nachprüfung der Anzeigen, Vorrats- und Betriebsräume sowie alle Orte, wo Vorräte von Kartoffeln zu vermuten sind, zu untersuchen und die Bücher der zur Anzeige Verpflichteten zu prüfen.

Art. 6. Wer die Anzeige nicht in der gesetzten Frist erstattet, unrichtige oder unvollständige Angaben macht, oder wer sich weigert, seine Anzeige zu unterzeichnen, wird mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 7. Unser Regierungskollegium und die

les départements que la chose concerne, sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 23 octobre 1915.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les membres du Gouvernement,
MONGENAST. THORN. LECLÈRE.

Arrêté grand-ducal du 21 octobre 1915, concernant l'exécution des arrêtés édictés pour sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Considérant qu'il y a urgence;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État;

Sur le rapport de Notre Gouvernement, et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Les commis des accises, les agents de la police générale et locale, les gardes champêtres, les gardes forestiers et les agents de la police criminelle sont chargés de surveiller l'exécution des arrêtés édictés pour sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre. Ils veilleront notamment à ce qu'aucune partie de la récolte de céréales saisie au profit de l'État ne soit employée à la nourriture animale ou que des menus grains de blé ne soient bouillis sans être concassés. Ils contrôleront les moulins à façon et les moulins à concasser, ils vérifieront le poids des sacs transportés aux moulins ou en revenant, de même que les au-

betreffenden Departemente sind mit der Ausführung dieses Beschlusses, der im „Memorial“ veröffentlicht werden soll, beauftragt.

Luxemburg, den 23. Oktober 1915.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,
M o n g e n a s t. T h o r n. L e c l è r e.

Großh. Beschluß vom 21. Oktober 1915, betreffend Ausführung der zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges erlassenen Beschlüsse.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, wodurch der Regierung die notwendigen Befugnisse erteilt werden zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

In Anbetracht der Dringlichkeit der Maßnahmen;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über den Staatsrat;

Auf den Bericht unserer Regierung und nach Beratung derselben im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Kommiss der Akzisenverwaltung, die Agenten der allgemeinen und Lokalpolizei, die Wamschüter, die Förster und die Agenten der Kriminalpolizei sind beauftragt, die Ausführung der zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges erlassenen Beschlüsse zu überwachen. Sie haben namentlich darauf zu achten, daß kein Teil der für den Staat beschlagnahmten Getreideernte zur Viehfütterung verwendet oder daß ungeschrotenes Hintergetreide gekocht werde. Sie haben die Stund- und Schrotmühlen zu kontrollieren, das Gewicht der Säcke beim Transport zu und von den Mühlen, die Transportbewilligungen

torisations de transport pour le blé et la farine et les souches des carnets de mouture se trouvant entre les mains des administrations communales, ainsi que les listes de mouture et les livres des meuniers, pour constater s'il y a concordance; ils examineront si les meuniers de commerce ou les meuniers à façon ne font pas le commerce de la farine ou du remoulage, ou s'ils n'engraissent pas plus de pores que ne le permettent normalement leurs ressources en fourrages.

Art. 2. Les agents désignés à l'article qui précède sont autorisés à entrer de tout temps dans les maisons et locaux pour constater les infractions aux arrêtés en vigueur.

Luxembourg, le 23 octobre 1915

MARIE-ADÉLAÏDE.

Les Membres du Gouvernement,
MONGENAST. THORN. LECLÈRE.

Arrêté du 22 octobre 1915, concernant le prix maximum de vente des pommes de terre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 28 novembre 1914, concernant la fixation du prix maximum de vente des objets de première nécessité;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. Le prix maximum de vente pour les pommes de terre est fixé comme suit:

A. Pour les producteurs:

a) à 19 fr. les 200 kg. pour pommes de terre de 1^{re} qualité, telles que Magnum bonum, etc.;

b) à 17 fr. les 200 kg. pour les pommes de terre de 2^e qualité, telles que Wohltmann, etc.

Les prix s'entendent pour livraison à la gare expéditrice.

von Getreide und Mehl, die Abschnitte der Mahlscheine, welche bei der Gemeindeverwaltung hinterlegt sind, die Verwahllisten und die Mahlbücher der Müller nachzuprüfen, um festzustellen, ob sie übereinstimmend sind; sie haben zu untersuchen, ob die Handels- und Kundenmüller keinen Handel mit Mehl oder Grieß treiben, oder ob dieselben nicht mehr Schweine mästen, als es ihr Vorrat an Futtermitteln normal gestattet.

Art. 2. Die in vorstehendem Artikel bezeichneten Agenten sind befugt, jederzeit in die Häuser und Lokale einzutreten, um die Zuwiderhandlungen gegen die bestehenden Beschlüsse festzustellen.

Luxemburg, den 23. Oktober 1915.

Maria Adelhaid.

Die Mitglieder der Regierung,
Mongenast. Thorn. Leclère.

Beschluß vom 22. Oktober 1915, betreffend den Höchstverkaufspreis der Kartoffeln.

Der General-Direktor des Innern;

Nach Einsicht des Art. 1 des Gesetzes vom 28. November 1914, über die Festsetzung von Höchstverkaufspreisen für die notwendigsten Bedarfsartikel;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Beschließt:

Art. 1. Der Höchstverkaufspreis für die Kartoffeln ist festgesetzt, wie folgt:

A. Für die Produzenten:

a) auf 19 Fr. pro 200 kg für die Kartoffeln erster Qualität, wie Magnum bonum usw.;

b) auf 17 Fr. pro 200 kg für die Kartoffeln zweiter Qualität, wie Wohltmann usw.

Die Preise verstehen sich franko Abgangstation.

B. Pour le commerce en gros:

Les prix prévus pour les producteurs ne peuvent être augmentés que des frais de transport par chemin de fer, des frais de déchargement et de camionnage et d'une commission de 40 fr. au plus par wagon de 10.000 kg.

C. Pour la vente en détail:

Pour ces ventes les prix, tant pour les producteurs que pour les commerçants (quantités inférieures à 100 kg.) s'élèvent à 10,50 fr. les 100 kg. ou 1,35 fr. le bichet de 20 litres.

Art. 2. Jusqu'à disposition ultérieure, la vente de pommes de terre de semence est interdite.

Art. 3. Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront punies d'une amende de 26 à 3000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à six mois, ou de l'une de ces peines seulement.

La tentative est également punissable.

Le livre I^{er} du Code pénal, à l'exception des al. 2 et 3 de l'art. 72 et des al. 2, 3 et 4 de l'art. 76, ainsi que la loi du 18 juin 1879, portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, modifiée par la loi du 16 mars 1904, sont applicables à ces infractions.

Art. 4. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 octobre 1915.

Le Directeur général de l'intérieur,
E. LECLÈRE.

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour le second doctorat en droit, composé de MM. Mathias Glaesener, président; Paul Uveling, Guillaume Leidenbach, Théodore Risch, membres, et Léon Metzler,

B. Im Großhandel:

Die für die Produzenten festgesetzten Preise können nur um die Eisenbahntransportkosten, die Entlade- und Frachtgebühren vom Abnahmorte, sowie um eine Kommissionsgebühr von höchstens 40 Fr. pro Waggon zu 10.000 kg erhöht werden.

C. Im Einzelhandel:

Diese Verkaufspreise (für Mengen unter 100 kg) betragen, sowohl für die Produzenten als für die Händler, Fr. 10,50 pro 100 kg oder 1,25 Fr. für den Sester von 20 Liter.

Art. 2. Der Handel mit Saatkartoffeln bleibt bis auf Weiteres untersagt.

Art. 3. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit einer Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. und mit einer Gefängnisstrafe von 8 Tagen bis zu sechs Monaten, oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Der Versuch ist ebenfalls strafbar.

Der erste Teil des Strafgesetzbuches, mit Ausnahme der Abs. 2 und 3 des Art. 72 und der Abs. 2, 3 und 4 des Art. 76, sowie das Gesetz vom 18. Juni 1879, welches den Gerichten die Verurteilung der mildernden Umstände zuerkennt, abgeändert durch das Gesetz vom 16. März 1904, sind auf diese Zuwiderhandlungen anwendbar.

Art. 4. Dieser Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 22. Oktober 1915.

Der General-Direktor des Innern,
E. Leclère.

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für das 2. Doktorat der Rechte, bestehend aus den H. Math. Glaesener, Präsident; Paul Uveling, Wilhelm Leidenbach, Th. Risch, Mitglieder und

Leo Meßler, Mitglied-Sekretär, welche laut Bekanntmachung im Nr. 71 des „Memoriais“ vom 1. J. am 20. November k. in ordentlicher Sitzung in einem der Säle des Justizpalastes zusammentritt, wird ebenfalls zur Prüfung der H. Viktor Brück aus Luxemburg, Georg Faber aus Mersch, Leo Faber aus Luxemburg, Johann Meßdorf aus Berburg, Paul Sivering aus Luxemburg, René Wagner aus Remich und August Welter aus Luxemburg, Rezipienden für das 2. Doctorat der Rechte, schreiben.

Die schriftliche Prüfung findet für alle Rezipienden, an Tag und Stunde, wie sie in obiger Nummer des „Memoriais“ festgelegt wurde, statt.

Die mündlichen Prüfungen sind anberaumt wie folgt: für Hrn. Brück, auf Samstag, 23. November; für Hrn. Georg Faber, auf Donnerstag, 25. November; für Hrn. Leo Faber, auf Samstag, 27. November; für Hrn. Meßdorf, auf Montag, 29. November; für Hrn. Sivering, auf Donnerstag, 2. Dezember; für Hrn. René Wagner, auf Dienstag, 7. Dezember und für Hrn. Welter, auf Donnerstag, 9. Dezember, jedesmal um 3 Uhr nachmittags.

Luxemburg, den 19. Oktober 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. MONGENAST.

Avis. — Jury d'examen.

Le jury d'examen pour la pharmacie, composé de MM. G. Krombach, médecin à Luxembourg, Camille Aschman, professeur à l'école agricole d'Ettelbruck, Hubert Gusenburger, pharmacien à Luxembourg, Jos. Schommer, pharmacien à Luxembourg, membres, et Prosper Namur, pharmacien à Luxembourg, membre-secrétaire, se réunira en session ordinaire du 8 au 15 novembre, au laboratoire de l'école industrielle et commerciale de Luxembourg,

membre-secrétaire, qui, suivant avis publié au n° 71 du *Mémorial* de l'année courante, se réunira en session ordinaire, le 20 novembre prochain dans une des salles du palais de justice à Luxembourg, procédera également à l'examen de MM. Victor Bruck de Luxembourg, Georges Faber de Mersch, Léon Faber de Luxembourg, Jean Metzdorf de Berbourg, Paul Sivering de Luxembourg, René Wagner de Remich, et Auguste Welter de Luxembourg, récipiendaires pour le second doctorat en droit.

L'examen écrit aura lieu pour tous les récipiendaires aux jour et heures fixés au n° susdit du *Mémorial*.

Les examens oraux sont fixés comme suit: pour M. Bruck, au mardi, 23 novembre prochain; pour M. Georges Faber, au jeudi, 25 novembre; pour M. Léon Faber, au samedi, 27 novembre; pour M. Metzdorf, au lundi, 29 novembre; pour M. Sivering, au jeudi, 2 décembre; pour M. René Wagner, au mardi, 7 décembre, et pour M. Welter, au jeudi, 9 décembre, chaque fois à 3 heures de relevée.

Luxemburg, le 19 octobre 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Bekanntmachung. — Prüfungsjury.

Die Prüfungsjury für die Pharmazentik, bestehend aus den H. Dr. Krombach, Arzt in Luxemburg, Cam. Aschman, Professor an der Ackerbauschule zu Ettelbrück, Hub. Gusenburger, Apotheker in Luxemburg, Jos. Schommer, Apotheker in Luxemburg, Mitglieder und Prosper Namur, Apotheker in Luxemburg, Mitglied-Sekretär, wird in ordentlicher Sitzung vom 8. auf den 15. November k. im Chemie-Laboratorium der In-

pour procéder à l'examen de MM. Auguste *Hippert* de Hosingen, Charles *Korn* de Luxembourg, et Alfred *Lang* de Dickirch, récipiendaires pour le grade de pharmacien.

L'examen écrit aura lieu le lundi, 8 novembre prochain, de 9 heures du matin à midi, et de 3 à 6 heures de relevée.

Les analyses chimiques, l'opération toxicologique et les préparations pharmaceutiques se feront les 9, 10, 11 et 12 novembre, chaque fois de 9 heures du matin à 6 heures de relevée.

L'examen oral est fixé pour M. *Hippert*, le 13 novembre, à 3 heures de relevée, pour M. *Korn*, le 15 novembre, à 9 heures du matin, pour M. *Lang*, le même jour à 3 heures de relevée.

Luxembourg, le 19 octobre 1915.

Le Directeur général des finances,
M. MONGENAST.

Avis. — Administration communale.

Par arrêté grand-ducal en date du 19 octobre 1915, démission honorable a été accordée, sur sa demande, à M. Nicolas-Pierre *Kunnen*, professeur honoraire à Ettelbruck, de ses fonctions de bourgmestre de la commune d'Ettelbruck.

Par arrêté grand-ducal en date du même jour, M. Lucien *Salentiny*, notaire à Ettelbruck, a été nommé bourgmestre de la commune d'Ettelbruck.

Luxembourg, le 20 octobre 1915.

Le Directeur général de l'intérieur,
E. LECLÈRE.

Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg zusammenzutreten, behufs Prüfung der H. H. Aug. *Hippert* aus Hosingen, Karl *Korn* aus Luxemburg und Alfred *Lang* aus Dickirch, Rezipienden für den Grad von Apotheker.

Die schriftliche Prüfung findet statt am Montag, 8. November, von 9 Uhr morgens bis Mittag und von 3 bis 6 Uhr nachmittags.

Die chemischen Analysen, die toxikologische Operation und die pharmazeutischen Präparate sind auf den 9., 10., 11. und 12. November, jedesmal von 9 Uhr morgens bis 6 Uhr abends festgestellt.

Die mündlichen Prüfungen sind anberaumt wie folgt: für Hrn. *Hippert*, auf den 13. November, um 3 Uhr nachmittags; für Hrn. *Korn*, auf den 15. November, um 9 Uhr morgens und für Hrn. *Lang*, am selben Tage, um 3 Uhr nachmittags.

Luxembourg, den 19. Oktober 1915.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. M o n g e n a s t.

Bekanntmachung. — Gemeindeverwaltung.

Durch Großh. Beschluß vom 19. Oktober 1915 ist auf sein Ersuchen dem Hrn. Nikolaus Peter *Kunnen*, Ehreuprofessor zu Ettelbrück, ehrenvolle Entlassung aus seinem Amte als Bürgermeister der Gemeinde Ettelbrück bewilligt worden.

Durch Großh. Beschluß vom selben Tage ist Hr. Lucien *Salentiny*, Notar zu Ettelbrück, zum Bürgermeister der Gemeinde Ettelbrück ernannt worden.

Luxembourg, den 20. Oktober 1915.

Der General-Direktor des Innern,
E. Leclère.